

45.000 personnes réclament l'arrestation du Premier Ministre d'Israël Netanyahu pour crimes de guerre à l'occasion de sa visite à Londres au Royaume Uni

Description

Publié le 13 août 2015, édité le 14 août 2015

[55cc9706c3618805418b4581](#)

Le Premier Ministre d'Israël Benjamin Netanyahu | Petros Karadjias / Pool / Reuters

Une pétition demandant l'arrestation du Premier Ministre d'Israël Benjamin Netanyahu pour crimes de guerre à son arrivée à Londres le mois prochain a été signée par plus de 45.000 personnes.

Netanyahu arrivera à Londres en septembre pour une visite à Londres et il rencontrera le Premier Ministre David Cameron.

Selon les Nouvelles Juives, l'accord sur le nucléaire iranien et l'impasse dans le processus de paix israélo-palestinien seront les sujets majeurs de l'agenda de cette visite.

La pétition, publiée sur le site web du Parlement britannique, exige l'arrestation de Netanyahu à son arrivée pour « le massacre de plus de 2.000 civils en 2014 ».

L'été dernier, Israël a lancé contre Gaza une guerre sanglante qui a tué près de 2.300 Palestiniens, en majorité des civils, dont 500 enfants.

L'attaque a détruit les infrastructures et laissé 500.000 personnes sans abri ou déplacées.

La pétition ayant reçu plus de 10.000 signatures, le gouvernement sera obligé de répondre. Si elle dépasse les 100.000, le Parlement pourrait débattre sur ce sujet.

Cependant, selon les lois sur l'immunité diplomatique, Netanyahu est protégé contre une arrestation en Grande Bretagne pour allégation de crimes commis en pays étrangers.

Israël a rejeté la pétition, la traitant de coup publicitaire à « dénué de sens » et ne comportant « aucune conséquence pratique ».

Dans un communiqué, le porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères a dit : « [Cette pétition est] un exercice de relations publiques sans réelle signification. Les liens bilatéraux entre la Grande Bretagne et Israël sont plus forts que jamais. »

C'est « prouvé par les données sur le commerce mutuel, qui a doublé ces dernières années, et par la coopération entre les deux pays dans les études universitaires, la culture et les sciences », a-t-il ajouté.

Selon le Jerusalem Post, quelques anciens fonctionnaires israéliens ont couru le risque d'une arrestation en Grande Bretagne alors que des militants pro-palestiniens du Royaume Uni « tiraient avantage de failles juridiques ».

Précédemment, la loi permettait de porter plainte, pour allégation de crimes de guerre commis ailleurs, contre des militaires, même s'ils n'étaient pas citoyens britanniques.

En 2011, la Grande Bretagne a modifié la loi, rendant plus difficile l'obtention de mandats d'arrêt contre des personnalités israéliennes en la faisant passer par le consentement du Directeur du Ministère Public.

Les cibles précédentes comprenaient l'ancien Ministre de la Défense Ehud Barak et l'ancienne Premier Ministre Tzipi Livni.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [RT](#)

date création
2015/08/16